

# Des milliers de personnes «interdites» d'entrer à Tizi-Ouzou

**Les manifestants sur la RN12 ne décolèrent pas. Ils viennent de la cité «Bidonvilles de Oued-Aïssi» dont l'association sous cette péjorative dénomination est approuvée par l'Etat, l'espérance de vie est de 59 ans et les bébés collectionnent des dizaines d'ordonnances par an. Les hommes meurent de maladies chroniques et les enfants de diverses pathologies.**

Avec ses centaines de fosses septiques empestant la mort, les conditions de vie dans cette cité de la désolation aux murs de parpaings et aux toits en éternit sont impossibles.

Originaires de M'sila, les 187 familles qui y habitent dans la promiscuité sont là depuis 1959. C'est pour protester contre les conditions infernales de leur mode de vie qu'elles ont bloqué depuis lundi la RN 12 au niveau de l'hôpital psychiatrique jouxtant leurs mansardes lézardées et empestant la mort.

Les habitants ont tenu à ce que nous la visitions après avoir décli-

né notre identité et le nom du journal car, apparemment, certains titres sont indésirables ici. Mais, pour ce faire, il faut se boucher le nez devant ces odeurs pestilentielles et éviter les mares d'eau trouble.

Leurs demandes pressantes de recasement dans des conditions décentes remontent à 1962. Elles sont réitérées à intervalle régulier depuis cette date. Et ce ne sont pas les promesses qui ont manqué.

Les habitants vous citeront un à un les responsables qui se sont succédé à la tête des administrations locales et les partis poli-

tiques qui les ont «abreuvés de promesses», ce pourquoi ils n'entendent pas céder un pouce de leurs revendications en adressant leur appel au président de la République.

A court terme, ils exigent un engagement écrit du wali pour lever le siège sur ce tronçon dont les images d'apocalypse avec ces pneus brûlés et les tas de gravats et de terre déversés sur la chaussée pour empêcher la circulation. Un membre de la cellule de crise informe nos interlocuteurs que le chef de daïra les attend non loin de là pour discuter du problème.

«Nous ne nous adresserons pas à lui», rétorquent-ils visiblement blasés d'avoir affaire «à la petite autorité».

Des dizaines de bus sont bloqués de ce fait des deux côtés de la route d'où débarquent des centaines de voyageurs pour la traverser et faire jonction avec les

bus stationnés non loin.

Munis de gourdins, les jeunes de la cité sont prêts à en découdre malgré les appels au calme du comité de crise qui a déroulé les dossiers de régularisation.

Leur présence est aussi pour sécuriser les voyageurs dont une femme a été délestée de sa chaîne en or. «On veut nous imputer ces actes pour discréditer notre image et notre action auprès des citoyens», s'insurgent les jeunes manifestants qui ont engagé une course-poursuite contre le voleur qu'ils ont identifié.

Un bureau d'études local aurait attesté de la solidité de la parcelle en question, battant en brèche les supputations de l'administration, soutiennent les manifestants qui énumèrent les démarches pour la cession de la parcelle de terre de 5 ha à usage d'habitation.

Les interdits qui leur ont été opposés ne concernent pas

«quelques barons locaux» qui ont été autorisés selon eux à construire en dur des bâtisses imposantes sur cette parcelle qui leur est interdite. La maquette prévoit un ensemble d'habitations avec toutes les servitudes, dont une mosquée et une école puisque leurs enfants effectuent près de 6 km à pied pour rejoindre l'école d'Alma au mépris des dangers.

Pour ces habitants de la misère, leur demande de bénéficier de la loi portant résorption de l'habitat précaire est un droit. Ils évoquent une promesse faite en 2010 par le premier magistrat de la wilaya qui aurait assuré aux habitants du bidonville que leur problème serait réglé dans les trois mois. Et depuis beaucoup d'eau a coulé sous les ponts sans que rien de nouveau vienne les soulager des conditions extrêmes qu'ils vivent depuis plus de cinquante ans.

S. Hammoum

## LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE DES JEUNES

# La société civile à la rescousse

**Initiée par la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (Forem), une campagne nationale de lutte contre la drogue et la toxicomanie, notamment des jeunes, est lancée durant 2012 avec le concours de la société civile.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -** Informer, prévenir, sensibiliser les jeunes générations sur les dangers de la drogue

**BLIDA : ILS N'ONT PAS ÉTÉ INDEMNISÉS SUITE À LA DÉMOLITION DE LEURS HABITATIONS EN 2004**

**Des ex-habitants de la cité Bécourt en sit-in à l'intérieur du siège de l'APC**

Plusieurs familles qui possédaient des biens immobiliers à la cité Bécourt, au centre-ville de Blida, ont observé, hier matin, un sit-in à l'intérieur du siège de l'APC de la même ville pour protester contre leur non-indemnisation suite à la démolition de leurs habitations en 2004.

Des représentants de certaines familles nous ont fait savoir qu'ils n'ont rien compris à cette situation, d'autant, disent-ils, que les procédures administratives et notariales d'indemnisation ont été entérinées par les services de la wilaya et qu'une commission fut chargée de régulariser ces familles.

Par ailleurs, les protestataires ajoutent qu'ils ont été reçus, le 7 décembre dernier, par la secrétaire générale de l'APC de Blida, laquelle leur a promis qu'ils seront indemnisés avant la fin de l'année 2011 puisque, précisent-ils, leurs dossiers ont été tous étudiés. Sauf que rien ne s'est fait depuis, informent-ils, et ceci a accru leur peine, eux qui ont vu leurs maisons et leurs locaux commerciaux démolis alors qu'ils sont détenteurs d'actes de propriété.

Pour rappel, une soixantaine de maisons ont été démolies en 2004 à la cité Bécourt, et ce sur ordre de l'ex-wali de Blida, Mohamed Bouricha. Pour des motifs non encore révélés, un projet de construction en lieu et place de plusieurs tours par une société saoudienne a été abandonné par la société détentrice du marché.

M. B.

dont la consommation progresse de plus en plus en Algérie, affecte toutes les couches sociales et est favorisée par la disponibilité et le faible coût des drogues, le développement des réseaux criminels, l'accumulation des frustrations, le chômage, la désespérance sociale...

C'est la finalité de cette campagne, placée sous le slogan «Pour une Algérie vide de drogue», qui a démarré hier à partir de la wilaya d'Adrar et se poursuivra tout au long de l'année dans d'autres wilayas. Ainsi, des actions de proximité et de sensibilisation sont programmées à destination des jeunes, comme l'expliquait hier à l'hôtel El Djazaïr à Alger le promoteur de cette campagne, le président de la Forem, Mustapha Khiati.

En vue de sensibiliser les jeunes sur les effets nocifs de l'oisiveté et «remplir leur temps libre», la Forem envisage, selon son président, de lancer une vingtaine de

centres socioéducatifs (des cyberespaces, des bibliothèques et des infrastructures sportives) dans cette wilaya, organiser des rencontres dans les écoles et les zaouïas.

En ce sens, la Forem fait appel à des «ambassadeurs de bonne intention», notamment la judoka Salima Souakri, le journaliste sportif Abdelhafid Derradji, le chanteur de rap Lotfi Double Kanon et l'universitaire, le D' Fawzi Oussedik, pour parer cette campagne, au regard de leur capacité à influencer positivement sur leurs comportements, les écouter, être proches d'eux.

Une manière d'impliquer la société civile, au sens large, pour convaincre les personnes indemnes à rester en bonne santé physique et mentale et orienter les toxicomanes vers une prise en charge adéquate.

Et cela d'autant que les actions représentatives ne suffisent pas et que les pouvoirs publics manquent d'engagement concret, de volonté forte pour combattre ce fléau, comme le déplore tacitement le président de la Forem qui estime qu'«on ne peut pas convaincre en envoyant des casques mais

en envoyant des symboles» et qu'«il faut agir».

En outre, la Fondation lance une campagne d'affichage urbain, avec le concours de la compagnie d'assurances privée Alliance Assurances qui prendra en charge une trentaine de panneaux publicitaires et son P-dg, Hassan Khelifati, en appelle à la contribution du secteur privé.

C. B.

### Quelques chiffres sur la toxicomanie :

- 200 000 toxicomanes chroniques, selon l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT).
- Un million de consommateurs occasionnels potentiels, selon la Forem.
- 30% des jeunes sont des consommateurs potentiels.
- 13% des consommateurs se comptent parmi les élèves et étudiants.
- 4% des consommateurs sont des filles.

## ORAN

# Le défi d'éradication des bidonvilles en 2012

**La multiplication des bidonvilles dans le Grand-Oran est devenue une dynamique «urbaine» qui pèse dans la gestion de développement de la ville et représente un défi pour tous les walis qui se sont succédé ces 15 dernières années.**

Quand on sait que la ville d'Oran et sa périphérie comptent plus de 30 bidonvilles et pas moins de 150 sur l'ensemble du territoire de la wilaya, l'annonce de leur éradication d'ici 2013 sera certainement le grand chantier à mettre en œuvre. Alors que certains de ces bidonvilles existent depuis les années 1990, nés de l'exode sécuritaire, ils ont été affublés avec le temps d'appellations comme Dubaï, Flalisse, Cheklaoua, Tiaertia, et sont des lieux de résidence de plus de 11 000 familles, issues de plus en plus d'un exode intra-muros.

Ainsi, cette prolifération de ces poches de misère et d'insécurité a suivi parallèlement la forte baisse de l'offre de logements sociaux à Oran, comme reconnu tout récemment par l'actuel premier magistrat de la wilaya. Ce dernier a confirmé que, depuis 1996, aucun programme de logement social n'a été réalisé à Oran, alors que c'est sur ce segment que la demande est la plus forte. Le désengagement de l'Etat à l'époque aura fait du mal dans ce domaine, et il aura fallu attendre les années 2009-2010 pour que «le tir soit rectifié».

Aujourd'hui, les autorités avancent le chiffre de pas moins de 5 600 logements sociaux à distribuer dans un délai de 2 ans, un chiffre important mais qui constitue selon l'expression consacrée «une goutte d'eau dans l'océan».

D'ailleurs, la question reste très sensible et inextricable, en plus des anciens demandeurs de logements sociaux, certaines

demandes remontent aux années 1970 ! Il y a depuis une autre demande formulée par les familles vivant dans le vieux bâti, celles des autres qui fuient la promiscuité des habitations, regroupant des familles élargies et celles des nouvelles générations en quête d'un toit mais dont le revenu ne permet pas d'accéder à un logement promotionnel. Sans compter les sans-logis suite aux intempéries, aux effondrements. La solution des autorités locales d'avoir recours à des pré-affectations pour faire baisser la tension sociale et tenter de contourner les invariables «trafics» de listes de demandeurs n'a pas convaincu tout le monde à Oran et de manière cyclique, certains quartiers «se soulèvent», se rappelant ainsi au bon souvenir des autorités locales. 2012 qui, plus, est année d'élection, d'aucuns voient déjà pointer des surenchères dans ce domaine.

Fayçal M.